

cemoti

Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien

19 | 1995
Laïcité(s) en France et en Turquie

La laïcité à l'épreuve de l'exode rural

Stéphane Yérasimos



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1694>
ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1995
Pagination : 159-166
ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Stéphane Yérasimos, « La laïcité à l'épreuve de l'exode rural », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 19 | 1995, mis en ligne le 14 mai 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1694>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

La laïcité à l'épreuve de l'exode rural

Stéphane Yérasimos

- 1 L'exode rural est un phénomène qui se déclenche et s'amplifie dans les pays du Proche et du Moyen-Orient entre le lendemain de la seconde Guerre mondiale et le début des années 60. Elle résulte de la conjonction de deux éléments : en premier lieu une révolution démographique, elle-même liée à une révolution sanitaire, où l'éradication des épidémies et les campagnes de vaccination, qui font reculer ou disparaître bon nombre de maladies infectieuses, et la généralisation, même relative, des soins médicaux, entraînent le passage d'une démographie stagnante, affectée des hausses et des baisses cycliques, à des taux annuels d'accroissement naturel dépassant les 2,5 ou même les 3%; en second lieu une révolution économique, liée notamment à la mécanisation des campagnes, accompagnée ou non des réformes agraires, visant à augmenter la productivité et à réduire la main d'oeuvre. En revanche, l'industrialisation apparaît non comme la cause, mais comme la conséquence de l'exode rural, ou au moins de sa première vague (années 50 et 60), stimulée aussi bien par la présence en ville d'une masse de main d'oeuvre bon marché que par l'avènement de nouveaux consommateurs.
- 2 Le cas des trois plus grands pays, en superficie et en population, de la région, l'Egypte, l'Iran et la Turquie, est caractéristique à cet égard, d'autant plus que, tout en ayant des superficies et des territoires non comparables¹ ils disposent d'un poids égal de population.
- 3 A la fin de la décennie des années 1920, pendant laquelle les trois pays émergent comme Etats-nations, l'Egypte compte 14,2 millions d'habitants (rec. 1927), la Turquie 13,6 m. (rec. 1927) et l'Iran environ 12 m. (est. 1930). Au lendemain de la seconde guerre mondiale et à la veille de l'exode rural les chiffres sont de 19 millions pour l'Egypte (rec.1947), 18,8 millions pour la Turquie (rec. 1945), et 17 millions pour l'Iran (est. 1947). A mi-chemin entre ces dates et aujourd'hui, en 1970, tandis que l'exode rural bat son plein, la population de l'Egypte atteint les 33 millions, celle de la Turquie 35 millions et celle de l'Iran 28,5 millions². Aujourd'hui³ l'Egypte compterait 56 millions d'habitants, la Turquie 58,5 millions et l'Iran 59,5 millions.

- 4 Les populations, ainsi que leur progression, restent du même ordre le long de ce siècle mais cette situation est appelée à ce modifier. Effectivement si le taux d'accroissement naturel est estimé à 2,2% pour la Turquie et à 2,8% pour l'Égypte il est de l'ordre de 3,5% en ce qui concerne l'Iran⁴, la population de ce pays doit donc distancer celle des deux autres. De même, ce taux d'accroissement naturel, est en progression en Égypte mais en régression en Turquie.
- 5 Cet accroissement démographique, allant de paire avec l'exode rural entraîne la progression du taux d'urbanisation où des écarts se manifestent entre les trois pays. Ainsi, celui-ci est de 61% pour la Turquie, de 57% pour l'Iran et de 47% pour l'Égypte⁵. Ici, les données physiques et économiques du territoire interviennent en force. Le poids de densité agricole du delta et le manque d'un vrai réseau urbain, entraîne une urbanisation plus faible en Égypte, face à un réseau urbain bien constitué en Turquie, tandis que l'Iran se trouve en situation intermédiaire avec des villes secondaires comme Meched, Ispahan ou Tabriz qui arrivent difficilement à concurrencer Téhéran.
- 6 Une projection démographique, qui tiendrait compte d'une baisse progressive du taux d'accroissement naturel de l'ordre de 0,2% par décennie donnerait les populations suivantes pour l'an 2020: 90 millions pour la Turquie, 96 millions pour l'Égypte, 115 millions pour l'Iran⁶. Si on imagine en même temps que le taux d'urbanisation progresserait d'une dizaine de points dans les trois pays⁷, il ferait passer la population urbaine de 35 à 65 millions en Turquie, de 32 à 77 millions en Iran et de 25 à 50 millions en Égypte. Bref on doit s'attendre encore à un doublement de la population urbaine dans les trente ans à venir, s'ajoutant aux chiffres des mégapoles comme Le Caire, Téhéran ou Istanbul qui atteignent où dépassent les 10 millions d'habitants⁸.
- 7 Cette urbanisation, qui entraîna déjà au cours des quarante dernières années une explosion urbaine, allant du quintuplement au décuplement des agglomérations des pays en question, est parallèle au processus de ré-islamisation qui se manifeste tout particulièrement dans ces sociétés urbaines. Pourrait-on alors transposer l'hypothèse avancée par Gilles Kepel pour la France et dire que: l'affirmation de l'appartenance à l'islam est un mode de sédentarisation dans la société urbaine?⁹ Nous tenterons de fournir quelques éléments à ce propos à travers le cas de la Turquie.
- 8 Une première constatation concerne la déstructuration urbaine au moment où la laïcité c'est implantée en Turquie, c'est à dire le long des années 1920 et 1930. En premier lieu, les frontières nationales ont amputé le réseau urbain des villes de tout premier ordre, comme Salonique, Damas, Alep ou Beyrouth. Ensuite, Istanbul se trouvait retrogradée de tous points de vue. Non seulement elle perdait son statut de capitale, qu'elle avait conservé sans interruption pendant seize siècles, mais elle était en même temps amputée d'une partie de sa population: chrétiens, compromis avec les occupants¹⁰, ou bureaucrates turcs émigrés vers Ankara, la nouvelle capitale. L'expulsion de la famille impériale entraînait l'effondrement de la cour et bientôt l'interdiction des écoles et des confréries religieuses, ainsi que la suppression de la chari'a, la loi islamique, provoquait la disparition de la classe des religieux (oulémas, cheikhs etc.) De plus, les républicains d'Ankara, tenant la vieille ville en suspicion, ont essayé pendant longtemps de l'empêcher d'entraver l'essor de la nouvelle capitale. Ainsi, la population d'Istanbul reste stagnante, ou même décline, le long de l'entre-deux-guerres, la ville n'arrivant même pas à reconstruire les immenses espaces incendiés en plein centre entre 1914 et 1922. Elle ne se réveillera qu'à travers les vagues de l'exode rural à partir de 1947.

- 9 Izmir, la deuxième ville du pays à l'époque, sortait encore plus meurtrie avec l'expulsion de la quasi-totalité de sa population chrétienne¹¹ et le grand incendie qui avait ravagé son centre. Ankara reste une bourgade en attendant le plan d'urbanisme de Hermann Jansen qui fera d'elle une ville nouvelle résolument moderne. De même, villes de l'ouest brûlées lors de la retraite grecque, villes de l'est détruites lors des avances et des retraites russes et toutes plus ou moins affectées par la déportation de leurs populations arméniennes ou grecques, ou par les effets de la fermeture des écoles religieuses et des confréries, c'est sur une trame urbaine ravagée que la laïcité républicaine s'implante.
- 10 Cette situation donne champ libre à une bureaucratie résolument moderniste, laquelle, tout en étant souvent issue des familles notables provinciales, donne naissance à son tour à la première génération d'entrepreneurs et hommes d'affaires turcs, élevés aux subsides de l'Etat kémaliste. La loi sur les municipalités de 1933 prévoit de couvrir l'ensemble des villes d'une trame orthogonale uniforme, d'orientation nord-nord-est sud-sud-ouest, supprimant à terme les anciens tissus¹². En réaction aux plans proposés par des urbanistes occidentaux, qui traitent avec un certain respect le vieux tissu d'Istanbul, un ancien maire de la ville, propose dans une publication de raser complètement ses bâtiments, à l'exception d'une petite dizaine, et de les remplacer par des immeubles modernes bâtis sur une trame quadrillée¹³. A la même date le maire d'Izmir fait appel à Le Corbusier pour lui demander un projet pour la ville, faisant table rase du quartier turc, épargné par l'incendie de 1922¹⁴. Pour les villes moyennes, des ingénieurs locaux réalisent des plans d'urbanisme alignant des listes d'équipements, où figure en premier place le monument d'Atatürk, suivi du siège du parti unique, tandis qu'on trouve en fin de liste la maison close et un "cimetière moderne", mais pas de mosquée¹⁵. A une époque où un journaliste pouvait écrire : "Nous avons détrôné Dieu en même temps que le sultan, nos temples sont nos usines"¹⁶, le nombre des mosquées était plutôt en diminution. A Istanbul, où Sainte-Sophie était transformée en musée et où la mise à jour des mosaïques dans les anciennes églises byzantines avait comme résultat de soustraire ces bâtiments au culte musulman, on procédait à la démolition des minarets et autres rajouts faits pendant l'époque ottomane aux églises byzantines, tandis que incendies, percées et démolitions feront disparaître des dizaines de bâtiments de culte, et cela jusqu'à la fin des années cinquante. En revanche, on pourrait affirmer sans risque d'erreur importante qu'aucune mosquée n'a dû être édifiée pendant cette période, ni à Istanbul, ni lors de la reconstruction d'Izmir, ni pendant la construction de la ville nouvelle d'Ankara, ni ailleurs en Turquie et que même les églises abandonnées ont été le plus souvent démolies ou affectées à d'autres usages, les quelques transformations en mosquée étant postérieures aux années 50. De la sorte que la construction de la première mosquée d'une certaine importance dans le nouveau quartier de Sisli à Istanbul, au début des années 50 fera l'effet d'un scandale parmi les kémalistes.
- 11 C'est donc dans ce milieu désislamisé, ne disposant non plus d'aucune structure d'enseignement, d'oeuvres sociales, ou d'activités culturelles à base religieuse, que firent irruption à partir de la fin des années quarante les millions des migrants ruraux. Il ne nous paraît toutefois pas possible d'établir un parallèle continu, couvrant la totalité de la période 1950-1990, associant urbanisation à ré-islamisation. Nous pensons au contraire qu'on peut diviser cette période en trois étapes.
- 12 La première, celle couvrant principalement les années 50, est celle de la récupération des immigrés récents à but électoraliste. Le Parti Démocrate, premier parti d'opposition aux lendemains de l'apparition du multipartisme en 1946 et au pouvoir de 1950 à 1960, appuie

dès ses débuts le mouvement de migration et les occupations de terrains qui s'ensuivent, face au parti kémaliste (Parti Républicain du Peuple), qui s'inquiète à juste titre des répercussions de cette vague sur les assises urbaines de son pouvoir. Cet appui permet aux Démocrates d'installer des cellules du parti dans les nouveaux quartiers autoconstruits, à la tête desquelles on trouve des personnes qui avaient réussi de s'assurer le contrôle interne du marché du logement et des terrains. Des chefs de bidonville qui, devenant des chefs locaux du parti, assurent la distribution avant chaque échéance électorale des titres de propriété des terrains occupés, obtenant en contrepartie des bulletins de vote, tout en dirigeant la spéculation foncière, qui suit inévitablement la régularisation de la propriété du sol et du bâti. Donc, si l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate en 1950 est considérée comme marquant le début de la réislamisation, celle-ci ne semble pas affecter sensiblement pendant cette période les quartiers des nouveaux migrants. Ceux-ci, en très grande partie des paysans métayers, chassés par la mécanisation des campagnes et la poussée démographique, ne véhiculent pas une pratique religieuse particulièrement observante ou scrupuleuse. Il s'agit donc plus du début du processus de dilution de la société urbaine occidentale et laïque, que le kémalisme de l'entre-deux-guerres avait essayé de fabriquer en vase clos, isolée du monde rural, que d'une islamisation militante.

- 13 Le militantisme apparaît pendant la deuxième étape, celle qui couvre l'entre-deux-putsch militaires, celui du 27 mai 1960 et celui du 12 septembre 1980. Il concerne, encore une fois, plus l'affrontement des extrêmes gauche et droite que l'islamisme. Effectivement l'extrême-droite turque, celle des "loups gris", est à ses débuts, avec ses aspirations panturquistes-racistes, exaltant les origines centre-asiatiques - donc pré-islamiques turques - , plus païenne qu'islamiste. La dissolution du Parti Démocrate en 1960 et l'interdiction faite aux partis d'ouvrir des cellules locales, empêche la reproduction du schéma précédent et ce sont les militants extrémistes qui occupent progressivement les bidonvilles pour les transformer en "quartiers libérés". La tension s'aggrave le long des années 70 tandis que de nouveaux éléments s'ajoutent. Devant l'apparition d'un parti religieux, dont les points d'appui sont les petites et moyennes villes anatoliennes, là où la culture urbaine traditionnelle avait le mieux résisté à la laïcisation, l'extrême-droite nationaliste s'islamise à son tour pour soutenir la concurrence. En même temps, la migration change progressivement de nature, les paysans sans terre sont remplacés, par des petits et moyens propriétaires terriens, dont une première tentative d'adaptation aux produits destinés aux marchés ne résista pas à la concurrence, mais aussi par des citadins des bourgades et des petites villes anatoliennes, laminés par les nouveaux circuits de distribution. Ce changement se reflète sur le mode d'installation en ville, à travers des lotissements où, si la construction est souvent illégale, parce que hors périmètre d'urbanisme, le sol est légalement acquis, ou même par des coopératives de construction. La couche de petits propriétaires, avant et après installation en ville, plus conservatrice, prend donc le dessus.
- 14 Dans ce contexte arrive le coup d'Etat de 1980, avec l'objectif avoué de stopper la progression de l'extrême gauche, jugée inquiétante, mais aussi d'engager le pays autoritairement dans le libéralisme économique. En ce moment plusieurs éléments convergent. Premièrement la volonté politique de la junte au pouvoir d'enrayer la gauche en favorisant l'islam, couplé avec la nécessité d'imposer un islam officiel face aux dérives possibles. Cette volonté converge avec la politique menée dans la région par les Etats-Unis, par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, qui distribue les subsides. Ensuite, le

triomphe de la révolution iranienne et l'activisme islamiste en Afghanistan et au Liban, qui convainc les militants, soucieux de découdre avec l'impérialisme, que l'islam est un outil beaucoup plus efficace que le socialisme, produit tout aussi occidental. Enfin, l'avènement du libéralisme économique, remplaçant le système protectionniste, qui était celui de l'économie turque depuis 1929, inondant le marché des biens de consommation importés et bientôt fabriqués sur place, avivant les frustrations et troublant les valeurs des nouveaux citoyens. Le terrain est propice à la réislamisation à grande échelle.

- 15 Parmi ces éléments, une bonne partie est commune aux pays musulmans de la région. Ce qui est spécifique à la Turquie est aussi bien son substrat laïque, qui résiste tant bien que mal, que ses tentatives, relativement avancées, de libéralisme économique et politique. La tentation islamiste se trouve donc circonscrite entre la laïcité et le libéralisme et en lutte permanente d'influence avec eux, sur un terrain qui est celui de l'urbain. Et, en l'état actuel des choses, on peut se demander si c'est son passé kémaliste, véhiculé par une école laïque en perte d'influence, une bureaucratie déconsidérée et une intelligentsia déboussolée par l'écroulement de ses idéaux de gauche, où l'avancée libérale, portée par les modes de consommation, les médias et les modèles de réussite individuelle, qui fournissent à la société turque les meilleures armes contre l'islamisme. La réponse, ici comme ailleurs est ambiguë, dans la mesure où la libéralisme fabrique aussi bien des adeptes que des laissés pour compte, pour lesquels l'islamisme reste la planche de salut. C'est du taux de progression des uns par rapport aux autres que dépend l'avenir.

NOTES

1. 1 633 189 kilomètres carrés pour l'Iran, 997 739 km² pour l'Égypte et 779 452 km² pour la Turquie.
2. L'accroissement en apparence plus faible de l'Iran est peut-être dû au fait que nous ne possédons pas de recensements pour ce pays avant 1956 et que les estimations précédentes ont pu être surévaluées.
3. Estimations 1992 d'après Encyclopædia Universalis, *Les chiffres du monde 1993*.
4. D'après *l'Etat du monde 1994*, Paris, La Découverte, 1993.
5. Chiffres 1991, *ibid.* .
6. La progression de l'urbanisation de la Turquie étant susceptible de faire baisser plus rapidement le taux d'accroissement naturel, sa population à terme pourrait rester en deça de ce chiffre.
7. Entre 1970 et 1992 il a progressé de 5 points en Égypte, de 16 points en Iran et de 22,5 points en Turquie.
8. L'accroissement rapide de ces agglomérations et les problèmes de définition de leurs périmètres entraînent des difficultés dans l'estimation de leur population. En 1950 celle d'Istanbul et de Téhéran atteignaient le million, tandis que le Caire comptait 2,5 millions d'habitants. Aujourd'hui on estime la population du Caire à 12 millions et celle d'Istanbul à 8

millions. Téhéran, dont l'agglomération comptait 8 millions lors du recensement de 1986 s'accroît à un rythme de plus de 15% par an. (Voir au nom de ces villes dans Yves Lacoste (dir.) *Dictionnaire de Géopolitique*, Paris, Flammarion, 1993)

9. "On formera l'hypothèse que l'affirmation de l'appartenance à l'islam est, pour un certain nombre de musulmans, un mode de sédentarisation dans la société française" *Les banlieues de l'Islam*, Paris, 1991, p. 14.

10. La capitale ottomane fut occupée par les Alliés, vainqueurs de la première Guerre Mondiale, depuis l'armistice en novembre 1918 jusqu'en octobre 1923.

11. A l'exception de la population de confession catholique et protestante d'origine occidentale : les levantins.

12. Voir S. Yerasimos, "La planification de l'espace en Turquie", in *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n°50, *Turquie : la croisée des chemins*, 1989, p. 112.

13. Cemil Topuzlu, *Yarinki Istanbul* (Istanbul de demain), Istanbul, 1937, cité in Yerasimos, *op. cit.* p. 114-115.

14. Voir F. Candaş Bilsele, "La restructuration de la ville d'Izmir à la première moitié du XX^e siècle : trois projets d'urbanisme", mémoire de DEA d'Architecture, Ecole d'Architecture de Paris Belleville, 1993. Un projet précédent fait par René Danger en 1924 et concernant uniquement le cite incendié est considéré comme trop restrictif par les autorités, *ibid.* et Candaş Bilsele, "L'incendie de 1922, le plan Danger et la reconstruction d'Izmir", in Stéphane Yerasimos et Franck Fries (dir.), "La ville en feu, Actes de la journée du 4 juin 1993 organisée par le Laboratoire "Théorie des Mutations Urbaines", *Cahiers μ*, n°6-7, septembre-décembre 1993, p. 67-86.

15. Yerasimos, "La planification", p. 115.

16. cité in S. Yerasimos, "The monopoly period", in Irwin Schick et Ertugrul Ahmet Tonak (Ed.), *Turkey in transition, new perspectives*, New York/Oxford University Press, 1987, p. 98, n.89.